

Croissance, développement durable et sécurité alimentaire: les défis majeurs de l'agriculture des PSEM

ABDERRAOUF LAAJIMI*

La lecture concernant le contexte global de la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée, en particulier, à l'heure actuelle, où le paysage se remodèle après l'éveil de certains pays de la région, fait que les questions de croissance, de développement durable et de sécurité alimentaire soient omniprésentes dans tous les débats économiques sur le secteur agricole. En effet, dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) les mondes agricoles et ruraux méditerranéens dénotent d'une intensité sociodémographique où l'agriculture continue à occuper une part importante d'actifs et se trouvent soumis à des contraintes climatiques, où la rareté des ressources eau et sol se conjugue avec une répartition inégale de ces ressources, qui deviennent de plus en plus exploitées, dans une région qui sera particulièrement touchée par le changement climatique.

La dépendance alimentaire s'avère inquiétante, en particulier pour les pays importateurs nets de céréales, où la balance alimentaire se détériore avec la flambée des cours mondiaux de la plupart des produits alimentaires, alourdissant non seulement la facture d'importation mais aussi les budgets d'intervention. Le paysage agricole reste atomisé avec de fortes disparités au sein d'une typologie d'agriculteurs formée par une frange faible de grandes exploitations, petites et moyennes exploitations à caractère économique à faible performance et à des degrés différents d'insertion au marché et une agriculture familiale à la quête de survie. Tel est aussi l'enjeu de la production assujettie

aussi aux risques des changements climatiques qui laissent prévoir une baisse de la production. Aussi, les filières agricoles et alimentaires restent faiblement structurées, avec un manque de coordination et de performance technique et économique des opérateurs intervenant sur les différents maillons.

D'autre part, en dépit de leur hétérogénéité en raison de différences sur le plan conditions économiques nécessaires pour la création de richesse, dotations en ressources naturelles, stratégie de développement ou encore de gouvernance, la croissance économique des PSEM dépend essentiellement du capital humain et de son niveau de qualification, des ressources naturelles disponibles, des performances macro-économiques, de l'investissement et de l'ouverture économique. En effet, en vue de favoriser un processus d'intégration économique, et à l'instar d'autres pays industrialisés et en voie de développement, les PSEM ont participé à de multiples accords d'intégration régionale. Toutefois l'ambition souvent affichée de construire un espace régional euro-méditerranéen ne semble pas accorder l'importance qu'elle mérite à l'agriculture pour réussir l'objectif d'une sécurité alimentaire quantitative et qualitative et d'un marché de libre échange, supposé être générateur de prospérité. En effet, la si délicate question de barrières non tarifaires qui protègent les marchés européens vis-à-vis des produits du Sud de la Méditerranée fait surgir la difficulté de convergence dans l'espace méditerranéen. Ainsi, le bilan du processus d'intégration reste mitigé et en deçà des attentes, en raison de la faible diversification et du manque de dynamisation des échanges.

* Institut National Agronomique de Tunisie.

Le constat qui s'impose à l'heure actuelle renseigne sur la nécessité d'accélérer la croissance, de réussir les bases d'un développement durable et de garantir la sécurité alimentaire. La croissance économique appellerait à mettre l'accent sur la relance de l'investissement privé et la facilitation des investissements directs étrangers (IDE) vu leur rôle dans l'accumulation de capital nécessaire au développement des capacités productives, la réduction des barrières tarifaires, l'ouverture des marchés et le renforcement des capacités d'exportation en vue d'un meilleur positionnement sur la base d'avantages comparatif spécifiques. Le développement durable impliquerait davantage de promotion des objectifs de maîtrise d'énergie, des principes de gouvernance et de gestion des ressources naturelles. Mais le secteur agricole impose aussi ses spécificités à ce niveau. En effet, le fait d'améliorer le climat des investissements, de doter les jeunes des compétences appropriées et de fournir des incitations pour les petites et moyennes entreprises dans les zones rurales constituerait une action particulièrement prometteuse.

Le renforcement de la sécurité alimentaire au niveau national nécessite des améliorations dans les accords commerciaux, la logistique et l'infrastructure, ainsi que le soutien du secteur agricole dans les zones à fort potentiel agricole. Des filets de sécurité sociale efficaces, y compris des subventions alimentaires ciblées pour les plus pauvres, des programmes de main d'œuvre dans les travaux publics, des mécanismes de transferts monétaire, conditionnels ou non, de l'aide alimentaire, etc. sont essentiels et de nature à garantir la sécurité alimentaire pour les plus défavorisés.

Reste à voir comment exploiter des gisements de productivité dans les PSEM, mettre en œuvre des paquets technologiques innovants et durables et instituer un cadre institutionnel et humain favorable? Les réformes menées antérieurement ont été souvent conçues et mises en œuvre selon une approche 'du haut vers le bas', et certaines d'entre elles, notamment la libéralisation du commerce, ou la privatisation, n'ont pu être bénéfiques qu'à une minorité. Ainsi, il convient de réfléchir sur un processus plus inclusif de réformes qui peuvent conduire à un changement économique inclusif avec une participation plus large au processus décisionnel, des mesures d'ajustement à court terme et des stratégies de développement à long terme. La conception d'une stratégie réussie et sa mise en œuvre exigera un comportement visionnaire et transparent, une attitude d'apprentissage et des prises de décisions fondées avec une participation des différentes parties prenantes: Etat, société civile et secteur privé.

Sur le plan d'intégration régionale, il importe d'inscrire les relations entre les PSEM et leurs partenaires surtout de la Méditerranée dans un cadre de coopération et de partenariat durable qui consiste à contribuer au développement du secteur agricole des PSEM, à la modernisation des filières, à la promotion de connaissances techniques et organisationnelles, à la reconnaissance mutuelle de normes et standards de qualité et à la levée de barrières non tarifaires, pour réussir l'objectif du développement de la région et d'une sécurité alimentaire tant sur le plan quantitatif que qualitatif.